

*l'Anti*capitaliste

n°734 | 19 décembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

CYCLONE, RACISME, FRONTIÈRES

MAYOTTE



**VICTIME DU COLONIALISME
ET DU RACISME D'ÉTAT**

ZOOM

Réchauffement climatique, licenciements. S'organiser et reconverter les productions

Page 2

INTERNATIONAL

USA. L'Amérique s'attaque à sa jeunesse

Page 4

ARGUMENTS

Santé mentale. La jeunesse et la psychiatrie en danger

Page 5

CHAMP LIBRE

Syrie. Entretien avec Joseph Daher, enseignant à l'Université de Lausanne

Page 8

Édito

Vous avez dit culture du viol?

Par MARIE SOUBESTRE

En 1972, la comédienne Maria Schneider a été violée lors du tournage du film *Un dernier tango à Paris*. Le réalisateur Bertolucci ne s'en cache d'ailleurs pas. L'idée de la sodomie avec du beurre leur est venue, à Marlon Brando et à lui, lors du petit-déjeuner, le matin même: «*La chose un peu atroce c'est que moi et aussi Marlon nous n'avons rien dit à Maria de ce qui allait se passer. Je voulais avoir sa réaction pas d'actrice mais de jeune femme... elle hurle, elle dit "non arrête!!!" et elle était blessée*», a expliqué quarante ans plus tard Bertolucci. La vie et la dignité de cette jeune fille de 19 ans valaient donc moins que l'image de ses véritables larmes à la caméra. La Cinémathèque de Paris, qui devait projeter le film dans le cadre d'une rétrospective Marlon Brando, y a finalement renoncé. On se dit alors Ouf! Ils ont pris conscience, comme l'a rappelé le Syndicat français des artistes interprètes (SFA-CGT) que «*filmer et diffuser un viol reste répréhensible*». Ou peut-être ont-ils eu un peu d'empathie pour toutes ces comédiennes inconnues, dont la carrière a parfois été encore moins longue que celle de Maria Schneider, parce qu'elles aussi ont été aussitôt brisées par la violence des hommes?

Que nenni! Voilà comment Frédéric Bonnaud, le directeur de la Cinémathèque, a justifié la déprogrammation: «*Des gens violents commençaient à s'annoncer, et maintenir cette projection précédée d'un débat devenait un risque tout à fait disproportionné. Tant pis!*» Il est donc «*violent*» de s'opposer à la diffusion d'un viol.

Rappelons qu'il a quand même fallu attendre les témoignages d'Adèle Haenel et de Judith Godrèche pour que le monde du cinéma arrête de trouver ça charmant et romantique que des hommes adultes soient «*en couple*» avec des filles de 13 ans.

On le sait, tout acte qui s'oppose à l'ordre existant est décrit par les défenseurs de cet ordre comme un acte de violence. Et plus nous serons nombreuses à refuser leur ordre, plus ils nous trouveront violentes. Appeler un viol un viol, ce n'est pas être violente, c'est tenter de regagner par les mots la dignité que le silence nous ôte.

Bien dit

Alors que Mayotte compte ses morts, Retailleau compte «*les bons Français*»

ATTAC, le 17 décembre 2024

À la Une

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, LICENCIEMENTS
S'organiser et reconvertir les productions

L'année 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée. Bayrou comme Barnier ne changeront rien à l'accélération de l'histoire, et aucun gouvernement poursuivant les politiques antisociales pro-capitalistes ne sera en mesure de répondre à l'urgence.

C'est bien l'inaction climatique qui l'emporte COP après COP. L'objectif adopté à Paris en 2015 de contenir le réchauffement sous 1,5°C par rapport au début de l'ère industrielle, n'est déjà plus qu'un souvenir. Les luttes actuelles contre la casse sociale généralisée (200 PSE, «*plans de sauvegarde de l'emploi*») ont été listés par la CGT s'organisent sous cette contrainte écologique. Les émissions de GES (gaz à effet de serre) ont encore augmenté au niveau mondial. En France, c'est maintenant un réchauffement de 4°C que les derniers gouvernements envisagent, hypothèse criminelle actant et justifiant l'inaction. Et ce n'est pas Bayrou qui mettra en œuvre une politique qui prend le problème à sa racine.

Déjà au cœur de la catastrophe

Le réchauffement climatique va plus vite que toutes les prévisions avec ses effets multiples comme à Valencia ou à Mayotte. Mais aussi parce que le climat n'est qu'une partie de la crise écologique globale. Les scientifiques du GIEC qui synthétisent les connaissances alertent: sur 9 paramètres de la soutenabilité de la vie humaine sur terre (cycle du CO₂, biodiversité, eau douce, artificialisation des sols, acidification des océans, ozone dans la stratosphère, cycles de l'azote et du phosphore), 6, voire 7, sont dépassés. Nous entrons dans une zone avec risque d'emballement. Ce qui souligne l'urgence absolue de changements radicaux.

Et c'est le capitalisme lui-même qui est en cause, la concurrence généralisée, le productivisme et l'extractivisme. Cette fuite en avant quantitative est redoublée par le consumérisme organisé dans les pays dominants. Ce système qui provoque la misère dans le Sud global organise aussi de formidables inégalités dans le monde occidental. En France aussi.

Attaques frontales

Le néolibéralisme casse comme jamais. La CGT avance le chiffre de 300 000 emplois menacés dans tous les secteurs et notamment dans l'industrie. La protection sociale, les services publics sont mis dans une situation de très grande difficulté. La macro-

nie seule, puis avec LR, puis avec Bayrou aujourd'hui tente de rétablir une légitimité de plus en plus faible. N'y parvenant pas, le recours à l'autoritarisme est systématique. L'impossibilité pour la bourgeoisie de regagner son hégémonie la conduit à considérer le RN comme un recours possible et favorisé.

Interdire les licenciements avec maintien intégral des salaires, des équipes de travail...

Au départ, il y a toujours un refus, le refus d'être une marchandise vulgaire, d'être jetés. L'interdiction des licenciements, c'est le rejet définitif d'une institution centrale sous le capitalisme: le marché de l'emploi.

C'est notre responsabilité d'animer cette bataille. Évidemment avec maintien intégral et sans dégressivité des salaires. Avec maintien nécessaire des collectifs de production pour pouvoir donner une suite cohérente et démocratique aux réorganisations écologiques si urgentes des productions. Se trouve alors posée la question de la propriété des grands groupes, de leur expropriation sans indemnité.

...et, loin du statu quo, réorganiser les productions

Prenons un exemple au centre des restructurations capitalistes, le secteur auto. Oui, le débat sur la politique des mobilités doit avoir lieu, avec les salariés du secteur et avec toute la population. Quand les transports entrent pour 31% dans le réchauffement climatique, que l'usage de la voiture individuelle y est central, quand l'impasse de la voiture électrique est documentée, la question de la sortie du «*tout auto*» est posée. Nous pouvons mettre en débat la réorientation des mobilités vers une priorité absolue aux transports en commun que nous voulons gratuits, en nous appuyant sur le potentiel industriel de ce secteur. Surgira aussi la question de la nécessaire sobriété de toute la société dans ce domaine aussi. Il s'agit là d'un bouleversement de la société.

Ralentir la machine, baisser massivement le temps de travail

«*Tirer le frein d'urgence*» pour reprendre le mot de Walter Benjamin! Oui, une baisse globale mondiale et massive des productions matérielles est incontournable. Oui, il faut la décroissance de la production de biens matériels dans une vision de partage solidaire internationaliste! La baisse massive du temps de travail salarié, revendication décroissante historique du mouvement ouvrier, s'impose alors en cohérence totale avec cette orientation écosocialiste. **Commission nationale Écologie**



Acturama



CONTRE LE RACISME, SOLIDARITÉ! Le 14 décembre, plusieurs manifestations antiracistes ont eu lieu en solidarité avec les migrantEs à Paris, Strasbourg, Pau, Besançon, Évreux et d'autres villes, à l'appel de la marche des solidarités et de collectifs unitaires locaux. Des manifestations de solidarité indispensables qui auront lieu aussi le 18 décembre dans d'autres villes comme Grenoble, Orléans ou Rennes pour la journée internationale des migrantEs.

LICENCIEMENTS Michelin-Cholet: une mobilisation déterminée qui va durer

Aussi, début novembre, l'annonce brutale de sa fermeture fut vécue comme un coup de poignard par le millier d'employés, les sous-traitants et la ville tout entière (le maire UDR pestant même contre les « voyous capitalistes »).

Les tentatives d'intimidation de la direction déjouées

À rebours de ce qu'espérait la direction, une partie des salariés sont entrés dans une lutte prolongée, bloquant partiellement l'usine. La CFDT elle-même a dû, un temps, se joindre à la CGT et SUD. Surtout, un comité de lutte s'est constitué, regroupant près d'une centaine des plus mobilisés (Olivier Besancenot est venu les rencontrer le 20 novembre). Les tentatives de la direction de poursuivre 7 membres du comité (dont un membre de la CGT, Bastien) ont capoté, la justice décidant d'une conciliation qui a abouti, de fait, à la pérennisation des piquets de grève, de leurs barnums et de leur cantine (tenue par des militants solidaires).

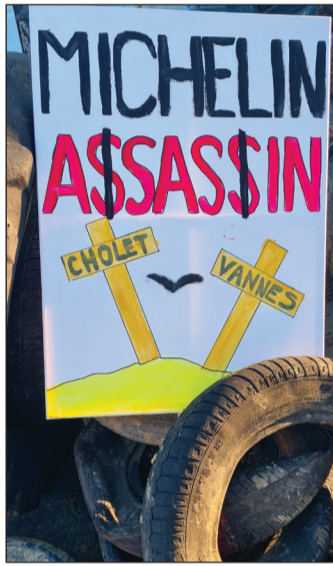
Un 12 décembre anticapitaliste

La journée nationale du 12 décembre a été une relance de l'action, après la première grande manifestation du 8 novembre. Cette fois, le comité de lutte, la CGT et SUD ont pu compter sur le renfort de délégations d'entreprises locales ou du groupe

Cholet, majoritairement ouvrière, est une ville moyenne où hiérarchie catholique et paternalisme patronal pèsent par tradition : dans une usine cinquantenaire comme celle de Michelin, une carrière sûre semblait offerte à qui pouvait y entrer.



PHOTOS NPA-L'ANTICAPITALISTE



Michelin (notamment Vannes et Clermont-Ferrand). La CGT avait largement mobilisé, ce dont témoignait la forêt de drapeaux et de chasubles rouges. Pendant plus d'une heure, les prises de parole ont montré cette diversité : comité de lutte, CGT (Fédération chimie, UD, SNCF, Total...), SUD et FO. En revanche, la CFDT était absente. Les interventions – radicales – de Bastien et de SUD-Industrie ont été très écoutées. Au-delà, tous les intervenants portaient, de façon explicite ou implicite, la revendication d'interdiction des licenciements, et tous, un discours anticapitaliste.

De nouvelles échéances en vue

Comme le 8 novembre, la manifestation s'est exclusivement déroulée dans la zone d'activité où se situe l'usine, ce qui a pu en limiter l'écho. Ouverte par le comité de lutte, elle n'en regroupa pas moins de 600 personnes, en présence visible d'organisations politiques : LFI, LO, PCF, NPA, LE, etc. mais pas du PS ! Ce succès peut redonner du souffle à la mobilisation alors qu'une majorité de salariés se tient encore à l'écart de la lutte, misant seulement sur de meilleures conditions de départ. Les prochaines échéances sont en partie liées aux étapes de la négociation avec la direction à Clermont, le 17 décembre en particulier avec un blocage en vue. L'idée d'une journée ville morte et d'une manifestation en centre-ville de Cholet courant janvier circule, mais rien n'est décidé. Les prochains mois seront évidemment cruciaux ; celles et ceux qui refusent la fermeture de l'usine et veulent que la direction paye très cher sa politique criminelle n'ont pas dit leur dernier mot. La lutte va continuer.

Correspondants Cholet et Angers



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

Quand j'écoute Bruno Retailleau, c'est vrai que parfois j'ai envie de lui laisser mon poste de porte-parole du Rassemblement national.

LAURENT JACOBELLI, député RN, sur France Info, le 15 décembre 2024.

Agenda

Samedi 21 décembre, manifestation nationale pour la libération de Georges Abdallah, Paris. À 14 h, métro Barbès.



La plupart des routes sont impraticables, les communications extrêmement difficiles. Beaucoup de services, de commerces, d'écoles sont détruits. L'hôpital a subi des dégâts des eaux importants et des dégradations dans tous les services. Le personnel décrit une situation proche du chaos. Seuls deux blocs opératoires sont encore opérationnels, et les médicaments manquent.

Des moyens mobilisés

Un hôpital de campagne va être déployé par le service de santé des armées depuis Paris en milieu de semaine à Mayotte, ce qui ne va pas sans difficulté en raison d'un problème logistique majeur : la distance. C'est la Réunion, située à 9 000 km de Paris, qui sert de « hub » pour le pont aérien en direction de Mayotte. Un premier avion militaire est déjà arrivé avec 20 tonnes de matériel et des secouristes spécialisés après avoir parcouru 1400 km de plus depuis la Réunion. À ce pont aérien s'ajoute un pont maritime. Un premier bateau de la marine nationale est parti lundi 16 décembre de la Réunion avec du matériel militaire, des vivres et du matériel EDF. Il sera suivi par des gros-porteurs de compagnies maritimes qui arriveront à Mayotte autour du 20 décembre avec de l'alimentation et de l'eau.

Un drame de la crise climatique?

Selon les experts, le cyclone Chido est le dernier en date d'une série de tempêtes alimentées par la crise climatique mondiale. Ce cyclone exceptionnel a été dopé par les eaux particulièrement chaudes de l'océan Indien, qu'il a traversé de part en part. Ce drame met en évidence à quel point ont raison ceux et celles qui nous alertent sur les conséquences tragiques du changement climatique pour les populations les plus vulnérables de la planète. Mais ce drame ne peut être imputé au seul changement climatique.

CYCLONE Mayotte, victime du colonialisme français

Le cyclone le plus violent et le plus destructeur que l'île de Mayotte ait connu depuis 90 ans a frappé le 14 décembre. Des centaines de morts gisent sous les décombres des habitations de fortune dans lesquelles vivent près de 40 % de la population, essentiellement de nationalité comorienne – toujours considérés comme des « étrangers » par l'État français bien qu'un tiers d'entre eux soient nés sur place.

Les victimes: les habités les plus pauvres des pays pauvres

Terrorisés par l'opération Wuambushu¹, il apparaît que les immigrés sans papiers, qui composent la majorité des habitants des bidonvilles, n'ont pas rejoint les abris prévus par la préfecture, craignant que ce soit un piège pour les conduire hors des frontières. « Ces gens-là, témoigne un infirmier, sont restés jusqu'à la dernière minute. Quand ils ont vu le cyclone arriver, ils ont paniqué et ont tenté de se rendre dans les abris qui leur étaient réservés. Mais c'était déjà trop tard. Ils ont été victimes de débris projetés de toutes parts. »

Mayotte, martyr de l'ambition impériale de Macron

Le drame que vivent les Mahorais et leurs compatriotes ComorienNEs est le résultat de la situation postcoloniale imposée par l'État français. Le retard pris dans la construction de services publics dignes de ce nom n'est pas seul en cause : en privant les ComorienNEs du droit de venir travailler librement à Mayotte avec la mise en place du visa Balladur², en attisant les rivalités plutôt que d'encourager la coopération avec les peuples frères des pays environnants, l'État Français a isolé les Mahorais et les a mis dans une situation de dépendance

tragique en leur faisant miroiter un type de développement aujourd'hui mondialement remis en cause. Il est clair que le choix qu'ont fait ses dirigeants néocolonialistes s'avère criminel.

Correspondant

1 – Les opérations Wuambushu 1 et 2 ont donné lieu à des expulsions de sans-papiers en 2023 et 2024.

2 – En vigueur depuis le 18 janvier 1995, le visa Balladur, du nom du Premier ministre, forme une nouvelle frontière entre Mayotte et les îles comoriennes, Mohéli, la Grande Comore et Anjouan.

À voir et à lire sur le site



À Mayotte, même dans la mort, ils restent des clandestins, par Philippe Azema



Vidéo: La France déporte des Kanak



Gaza: chaque heure qui passe est une heure de génocide de trop, par Marie Schwab



Nous sommes touTEs Luigi?, par Édouard Soulier

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0424-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE Le bal des pilleurs

Le projet du corridor de Lobito, de la Zambie à l'Angola, s'inscrit dans une concurrence inter-impérialiste exacerbée pour le contrôle des ressources critiques en Afrique.

C'est le premier mais aussi le dernier voyage de Biden en Afrique quelques semaines avant la fin de son mandat. Sa visite en Angola au début du mois de décembre n'est pas anodine car ce pays est la pièce maîtresse d'un investissement majeur pour les USA ainsi que l'Union européenne (UE) : le corridor de Lobito.

Circulation des marchandises

Il s'agit de la mise en place d'un chemin de fer reliant la Zambie au port angolais de Lobito en passant par la République démocratique du Congo. Avec son tracé desservant les principales villes minières, il deviendrait un important axe de transit pour les principaux minerais nécessaires à l'industrie de la transition énergétique. Il s'agit notamment du cuivre de Zambie, du cobalt, du tungstène et autre coltan pour la RDC.



DR

Les USA et l'Union européenne ont financé ce projet à hauteur respectivement de 4 milliards et 6 milliards de dollars. Il consiste en la rénovation de plus d'un millier de kilomètres de voies ferrées et la construction d'un nouveau tronçon de 800 km pour relier la Zambie, l'achat de locomotives et wagons ainsi que des infrastructures routières, des aires de stockage et pour l'Angola quelques unités de raffinage primaire. Cela implique aussi une harmonisation des politiques douanières et commerciales entre les trois pays. L'objectif affiché : passer d'un temps de transport de 45 jours à 45 heures.

Concurrence interimpérialiste

Le corridor de Lobito est vu également comme un outil pour disputer la suprématie de la Chine sur le Continent. En effet, ce pays fait transiter l'essentiel des minerais vers l'océan Indien à travers la Tazara (Tanzania Zambia Railway) construite en 1975 par les Chinois. Si les USA et l'UE vantent le corridor de Lobito comme un projet environnemental, on peut émettre des sérieux doutes car il participe à une économie extractiviste et relègue les pays africains à un simple rôle de réserve minière. De plus la concession d'exploitation de cette ligne a été remportée par la multinationale suisse Trafigura, celle-là même qui n'a pas hésité en 2006 à déverser dans la lagune d'Abidjan des tonnes de déchets chimiques intoxicant des dizaines de milliers d'habitants.

Si, du côté angolais on est fin prêt, c'est loin d'être le cas pour la RDC confrontée à une crise sécuritaire liée en partie à l'agression rwandaise. L'Angola tente de trouver une solution de paix durable entre les deux pays. Le débouché vers l'océan Atlantique de ces ressources critiques correspond à la volonté occidentale de s'affranchir de l'hégémonie construite par la Chine sur la transformation des minerais.

Au début du 20^e siècle, les colonisateurs belges et portugais avaient construit ce corridor pour exporter les ressources africaines nécessaires à l'Europe. Cent ans plus tard, l'objectif demeure identique, signifiant que les relations de domination économique des pays riches sur l'Afrique n'ont guère évolué.

Paul Martial

USA L'Amérique s'attaque à sa jeunesse

Le gouvernement américain et les gouvernements des États sont engagés dans une vaste offensive contre les droits politiques, la santé publique, ainsi que les droits sexuels et reproductifs des jeunes.

Les programmes économiques fédéraux qui fournissent une aide financière pour le logement, l'alimentation et l'éducation des jeunes issus de familles pauvres sont également menacés de coupes budgétaires.

Fin de l'obligation de vaccination

Le ministre de la Santé choisi par le président élu Donald Trump, Robert F. Kennedy Jr, a demandé à l'administration en charge des denrées alimentaires et des médicaments d'annuler l'homologation du vaccin contre la polio, qui a protégé des millions de personnes de la paralysie ou de la mort. RFK, qui a déclaré qu'« aucun vaccin n'est sûr et efficace », encouragera les gouvernements des États à mettre fin à l'obligation de vaccination des enfants des écoles publiques, ce qui pourrait déclencher des épidémies de rougeole, de coqueluche et de méningite. Il s'oppose également à l'introduction de fluor dans les réseaux d'eau publics, une pratique qui a permis de protéger les dents des enfants. Des scientifiques et des médecins ont déclaré que la politique de RFK mettrait en danger la vie même des enfants.

Droit à l'IVG et éducation sexuelle combattue

Dans le même temps, les droits sexuels et reproductifs des filles et des femmes sont également attaqués par les Républicains et les chrétiens évangéliques. En 2022, la Cour suprême des États-Unis a annulé l'arrêt Roe v. Wade, qui accordait une protection fédérale aux femmes souhaitant avorter. Depuis lors, l'avortement a été interdit dans 13 États et rendu plus difficile dans d'autres. Dix États ont limité l'accès aux pilules abortives. En juin, plusieurs Républicains ont voté contre une loi fédérale qui aurait protégé l'accès à la contraception.

L'éducation sexuelle dans les écoles est également menacée. Seuls les trois États de la côte ouest dispensent une éducation sexuelle complète, c'est-à-dire une éducation



adaptée à l'âge des enfants, de la maternelle au lycée. Cette éducation permet de prévenir les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles. Dix-sept États du Midwest et du Sud, gouvernés par les Républicains, ne dispensent qu'une éducation sexuelle fondée sur l'abstinence. Dans tout le pays, des hommes politiques ont déposé quelque 137 propositions de loi visant à mettre un terme à l'éducation sexuelle ou à la restreindre. Toute discussion sur le genre ou l'orientation sexuelle dans les écoles est interdite dans trois États et restreinte dans cinq autres.

Enseignement supérieur trop cher, racisme, droits civiques menacés

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, son coût le rend prohibitif pour beaucoup. Aujourd'hui, les frais de scolarité dans un établissement public s'élèvent à 10 940 dollars, auxquels s'ajoute le coût de ce qui est nécessaire pour vivre. Dans les établissements privés, le coût moyen s'élève à plus de 60 000 dollars pour les frais de scolarité, le logement et la pension. Ces coûts rendent l'accès à l'université difficile, voire impossible

pour beaucoup, ce qui explique peut-être pourquoi la fréquentation a chuté de 5% depuis la pandémie de covid de 2020-2022. Les étudiantEs noirEs sont confrontéEs à des obstacles plus importants que dans un passé récent. La Cour suprême a statué en 2023 que la « race » d'un candidat à l'université ne pouvait pas être prise en compte comme elle l'était auparavant en raison des programmes d'action positive. Même avant la décision de la Cour, entre 2010 et 2020, le nombre d'étudiantEs noirEs inscritEs dans les universités avait diminué de 25%, passant de 2,67 millions à 1,99 million. Aujourd'hui, 40% des enfants blancs obtiendront un diplôme universitaire, contre seulement 19% des enfants noirs. Et l'écart se creuse en raison de la dégradation des écoles, de la discrimination et des coûts. Il en résultera une baisse des revenus des travailleurEs noirEs. La récente décision de la Cour rendra encore plus difficile l'accès des NoirEs à l'enseignement supérieur, alors que les inscriptions des Noirs sont en baisse. Les droits sociaux et politiques des jeunes sont également menacés. Historiquement, les universités étaient des bastions de la liberté d'expression et des lieux de discussion et de protestation progressistes. Mais lors des manifestations contre la guerre génocidaire d'Israël contre la Palestine, l'année dernière, les administrateurs des universités ont demandé à des gardes ou à la police de mettre fin aux manifestations et de démanteler les campements sur les campus, ce qui a conduit à l'arrestation de certains étudiants. Des orateurEs palestinienNEs ont été annuléEs et des organisations pro-palestiniennes harcelées. De nouvelles règles limitent désormais souvent les manifestations et entravent la liberté d'expression.

Les jeunes sont attaquéEs à tous les niveaux, et lorsque des personnes sont attaquées, on peut s'attendre à ce qu'elles se défendent. Nous, socialistes, devons être à leurs côtés. **Dan La Botz, traduction d'Henri Wilno**

IRLANDE Fermeture de l'ambassade israélienne à Dublin : bon débarras !

Cette annonce fait directement suite à la décision prise quelques jours plus tôt par le gouvernement irlandais d'intervenir dans la plainte déposée par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël devant la Cour internationale de Justice. Ainsi, le ministre israélien justifie sa décision par une politique « anti-Israël » qui serait menée par le gouvernement irlandais. Ce dernier explique de son côté vouloir peser dans la procédure devant la Cour internationale de Justice de manière à ce qu'elle considère que les actions menées par Israël à Gaza depuis octobre 2023 constituent un génocide.

La pression du mouvement de solidarité

Soyons clair, si le gouvernement de Dublin a acté sa participation à la procédure ouverte par l'Afrique du Sud, c'est non seulement très tardif, mais c'est avant tout grâce à la pression exercée depuis des mois par le puissant mouvement de solidarité avec la Palestine en Irlande. La fermeture de l'ambassade israélienne représente d'ailleurs une victoire majeure pour le mouvement qui réclamait de longue date l'expulsion d'Irlande de l'ambassadrice israélienne. Les militantEs de la cause palestinienne en Irlande l'expliquent bien : si le gouvernement irlandais a effectivement pris position pour un cessez-le-feu à Gaza, participe à la plainte devant la Cour internationale de Justice et a reconnu officiellement l'État de Palestine, cela ne reste que symbolique.

« Les actions et la rhétorique antisémite de l'Irlande contre Israël sont enracinées dans la délégitimation et la diabolisation de l'État juif, ainsi que dans la politique du deux poids deux mesures ». C'est ainsi que Gideon Sa'ar, ministre israélien des Affaires étrangères, a annoncé ce dimanche 15 décembre la fermeture de l'ambassade d'Israël à Dublin.

Israël ferme son ambassade à Dublin alors que l'Irlande n'a pris aucune sanction concrète à son encontre. Pendant ce temps, les aéroports irlandais continuent d'être utilisés pour du transport de matériel militaire à destination des forces armées israéliennes, sous le regard complaisant du gouvernement, la Banque centrale irlandaise continue de financer le génocide et l'Irlande continue d'être l'un des plus gros partenaires économiques d'Israël.




Les relations économiques avec les colonies israéliennes en Cisjordanie

Sans oublier l'enjeu autour de la proposition de loi sur les territoires occupés, qui rendrait illégales toutes relations économiques avec les colonies israéliennes en Cisjordanie. Discutée au Parlement irlandais depuis 2018, elle est régulièrement bloquée par les deux principaux partis au gouvernement. Le fait que cette proposition de loi pourrait finalement être adoptée prochainement à la faveur de l'évolution de la situation en Palestine n'est probablement pas étranger à la décision d'Israël de fermer son ambassade,

tel un moyen de pression supplémentaire sur les composantes du gouvernement irlandais. Il reste que la fermeture de l'ambassade d'Israël à Dublin est une victoire qui renforce le mouvement de solidarité avec la Palestine en Irlande, et comme le disent les militantEs sur place : bon débarras !

Awena Connolly

À lire sur le site

-  **Syrie : « La joie des SyrienNEs s'accompagne de prudence et de peur dans l'avenir »,** par Mounif Mulhem
-  **Italie : « La grève du 29 novembre est le signe de la reprise du conflit social, après une longue période de passivité »,** par Gigi Malabarba
-  **Syrie : un cauchemar se termine, vers quel espoir ?**, par Thomas Rid



SANTÉ MENTALE

LA JEUNESSE ET LA PSYCHIATRIE EN DANGER

Le chiffre

20,8%

C'est la part des 18-24 ans qui présentent de graves risques de dépression, en hausse de 9 points entre 2017 et 2021.

Le mal-être des jeunes

La crise du covid a mis en lumière le mal-être de la jeunesse. Malheureusement, il n'est pas nouveau, même s'il s'est accentué ces dernières années.

Parmi les étudiantEs, 41% présentent des symptômes dépressifs; ils étaient 26% avant le covid. C'est 15 points de plus en seulement quatre ans.

Dépression

Leurs angoisses sont connues : difficultés économiques, études de plus en plus sélectives et donc stressantes, chômage... Et pour ne rien arranger, certains facteurs sociétaux viennent plomber le moral des jeunes. Ils citent presque tous le contexte géopolitique, avec les conflits internationaux et le dérèglement climatique, qui rend leur futur toujours plus incertain.

Les résultats d'une enquête nationale (EnCLASS 2022) publiés le 9 avril 2024 révèlent qu'unE adolescentE sur sept présente de graves risques de dépression. La tendance est beaucoup plus marquée chez les jeunes filles. La progression la plus importante a été observée chez les jeunes adultes (18-24 ans), avec une hausse de 9 points entre 2017 (11,7%) et 2021 (20,8%).

Les personnes plus à risque d'épisode dépressif sont les jeunes de 18-24 ans, les femmes, les personnes vivant seules, les familles monoparentales, celles se déclarant pas à l'aise financièrement, au chômage ou celles ayant ressenti un impact négatif de l'épidémie de covid-19 sur leur moral.

Suicide

Le suicide est l'une des principales causes de décès dans le monde. Selon l'OMS, il s'agit de la 3^e cause de mortalité chez les jeunes entre 15 et 29 ans. La France n'échappe pas à ce constat alarmant puisque le suicide reste la deuxième cause de mortalité.

Selon le 5^e Rapport de l'Observatoire national du suicide (2022), 1 lycéenE sur 10 a déclaré avoir fait une tentative de suicide au cours de sa vie. Entre 2019 et 2021, le nombre de tentatives de suicide a augmenté de 30% chez les 11-17 ans et 24% des lycéenEs déclarent des pensées suicidaires; 13% avoir déjà fait une tentative de suicide au cours de leur vie et environ 3% une tentative avec hospitalisation.

Des réponses inadaptées

Le gouvernement démissionnaire avait présenté le 11 octobre 2024 les quatre objectifs prioritaires pour promouvoir la santé mentale, érigée Grande Cause nationale pour l'année 2025. La santé mentale des jeunes en faisait partie en lien avec le Collectif Santé, dont fait partie FondaMental. FondaMental est une fondation de recherche psychiatrique principalement financée par le secteur privé « qui développe et promeut une vision exclusivement biologisante de la maladie mentale et des soins inspirée strictement des paradigmes neuro-comportementaux ». Elle fonctionne sur le modèle d'autres lobbys libéraux et est liée à l'Institut Montaigne, « think tank » libéral. Bref, la grande cause nationale à la sauce Macron, bien loin d'un renforcement de la psychiatrie publique... et des réponses sociales et politiques capables d'enrayer le stress des jeunes!

Un rapport parlementaire du 11 décembre 2024 pointe l'état alarmant de la psychiatrie française. Le document rappelle que les hospitalisations liées aux tentatives de suicides et auto-agressions chez les adolescentes de 10 à 19 ans et les jeunes femmes ont plus que doublé depuis 2020. Panorama des difficultés par la Commission Santé Sécurité sociale.

Quels moyens pour répondre à la souffrance des jeunes ?

La première réponse serait évidemment de s'attaquer aux causes de cette souffrance, c'est-à-dire l'absence d'avenir offert par cette société à sa jeunesse et sa violence, ce qui supposerait d'en finir avec la précarité, le chômage, les discriminations, de promouvoir, la solidarité et les droits pour toutes et tous, à l'opposé des politiques libérales promues par le pouvoir.

Il s'agirait ensuite d'apporter une réponse cohérente et satisfaisante en termes de soins. Aujourd'hui, la réponse à la souffrance psychique est extrêmement éclatée et peut être un véritable labyrinthe pour les enfants, les jeunes et leurs parents.

Une kyrielle de dispositifs qui s'empilent les uns sur les autres, sans parler des listes d'attente de 3 à 12 mois pour rencontrer unE professionnelE de soins. Elle recoupe de nombreux champs sociaux et professionnels. Les prises en charge psychiques s'articulent avec plus ou moins de cohésion entre la pédopsychiatrie publique, la psychiatrie libérale, le médico-social, le social, l'associatif, l'Éducation nationale, comme les CAMPS (centres d'action médico-sociale précoce), les CMPP (centres médico-psycho-pédagogiques) ou encore les IME (instituts médico-éducatifs), faute de temps pour penser les prises en charge.

Hospitalisation de secteur

Dans le secteur public, l'ensemble du territoire a été découpé en secteurs géographiques de 80 000 habitantEs et 200 000 habitantEs pour les inter-secteurs de psychiatrie infanto-juvénile. Chaque secteur devait être doté de services d'hospitalisation complète, mais aussi de structures extra-hospitalières : CMP (centre médico-psychologique), hôpital de jour et CATT (centre d'accueil thérapeutique à temps partiel). L'organisation prévoit qu'une même équipe pluridisciplinaire assure l'ensemble des soins de prévention, de cure et de post-cure. Le plus souvent ce sont des coquilles vides par manque de professionnelEs, au mieux avec 10% de temps médicaux.

Coupes budgétaires

Les coupes budgétaires des services sociaux, médico-sociaux



Faute de moyens, en raison de la pénurie de professionnelEs, des vacances de poste de pédopsychiatres (14 départements n'en ont plus) et de paramédicaux, les listes d'attente ne cessent d'augmenter

et de l'Éducation nationale n'améliorent pas le suivi de ses jeunes. Alors qu'il y a une réelle augmentation du nombre de jeunes sollicitant ces différents dispositifs, leurs budgets sont en diminution.

Tout comme pour l'ensemble des hôpitaux, ces manques de budget n'ont pas épargné la psychiatrie et encore moins la psychiatrie infanto-juvénile. C'est pire depuis 2020, avec le nouveau financement de la psychiatrie qui repose sur une part majoritaire d'environ 75% correspondant à une « dotation populationnelle ». Les critères de répartition prennent en compte le nombre d'habitantEs, mais aussi le niveau de précarité de la

population ainsi que le nombre de mineurEs. Ensuite, viennent pour 15% les dotations liées à l'activité, par des appels à projet : la fameuse tarification à l'activité (T2A) qui a dévasté les hôpitaux généraux

Contrôle des orientations thérapeutiques

Les ARS (agences régionales de santé) multiplient ces dernières années ces appels à projet que l'on nomme les Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (FIOP). Ce fonctionnement est un puissant moyen d'imposer des visions et des orientations définies en amont par les pouvoirs publics. Le financement n'étant

pas pérenne, il peut être stoppé si vous ne respectez pas les orientations dictées par les autorités. Les professionnelEs concernéEs en viennent à interioriser les injonctions et à s'autocensurer au moment de penser des dispositifs de soins. Car, à quoi bon s'investir dans des projets qui seront à coup sûr refusés par les instances décisionnaires? Ou bien les personnelEs s'y investissent mais apprennent à faire plus sans réels moyens, avec des équipes en dessous des besoins. Faute de moyens, en raison de la pénurie de professionnelEs, des vacances de poste de pédopsychiatres (14 départements n'en ont plus) et de paramédicaux, les listes d'attente ne cessent d'augmenter. Il faut attendre entre 3 à 14 mois pour rencontrer unE professionnelLE de soins. Pour les jeunes les plus en difficulté, les places en IME (instituts médico-éducatifs) sont devenues rares. Quant à l'inclusion scolaire, c'est un miroir aux alouettes, sans véritables moyens, avec des AESH (accompagnantEs des élèves en situation de handicap), le plus souvent des femmes, payéEs au lance-pierres, avec une seule formation d'un an, sans véritable statut et qui jonglent sur plusieurs accompagnements. De ce point de vue, il n'y a rien à attendre de plus du gouvernement Bayrou en constitution que de son prédécesseur. Les effets d'annonce sur la « grande cause nationale » ne resteront que des phrases creuses si les mobilisations sociales ne s'en mêlent pas.

En 2018, la psychiatrie avait connu un « printemps de luttes » radicales avec notamment la grève à Sotteville-lès-Rouen, accompagnée d'une grève de la faim, celle du Havre avec les « perchés » ou celle d'Amiens. Faute d'une généralisation et d'un rapport de forces suffisantes, ces luttes n'ont pu empêcher la poursuite du démantèlement de la psychiatrie camouflée par des mesures de façade comme quelques consultations gratuites de psychologues, sans possibilité de suivi, du dispositif « mon psy ». Là comme ailleurs, il n'y a d'autre voie que de lever les obstacles à la reprise de la mobilisation pour reprendre confiance et espoir.

CHÂTEAUDUN

Les agents de la ville mobilisés!

«Châteaudun, la ville qui bouge», tel est le slogan de cette sous-préfecture d'Eure-et-Loir (28) qui se veut dynamique. Ce vendredi 6 décembre, un tiers des fonctionnaires territoriaux représentant tous les services se sont mis en grève pour rappeler que «sans le travail et l'engagement des agents, la ville ne bouge pas».

Rassemblés devant la mairie, ils et elles ont répondu présents à l'appel à la mobilisation de la CGT de Châteaudun, soutenue par FO et la CFDT. C'est une situation historique que la ville n'avait pas connue depuis l'après-guerre.



RADIO INTENSITÉ

Souffrance au travail

Depuis des mois, les agentEs en souffrance se déplacent aux locaux de l'Union locale CGT lors de ses permanences pour y raconter ce qu'ils vivent au quotidien.

Il faut dire que le personnel subit de plein fouet une gestion de la collectivité qui n'a rien à envier aux pires entreprises privées : service RH associé à la « performance au travail », primes attribuées « au mérite » et à la tête du client (certains agentEs ont reçu une prime de 1 euro!), humiliations (y compris sur la voie publique devant la population!), et bien sûr, une surcharge de travail due au manque d'effectifs. L'ambiance interne est si mauvaise qu'elle a entraîné des démissions à bas bruit, prétextes pour fermer des postes dans la foulée.

Des services publics pensés comme des entreprises privées

Le maire de Châteaudun, Fabien Verdier, divers gauche sans étiquette, nous fait une parfaite démonstration de ce que pourraient devenir les services publics quand ils sont pensés comme des entreprises privées. Il devance avec brio la mise en œuvre des politiques macronistes à ce sujet.

Philippe Vigier, député Modem du coin et éphémère ministre des Outre-Mer, était également présent pour annoncer que sa permanence était toujours ouverte pour dialoguer. Pourtant, lors de la mobilisation pour les retraites, on ne peut pas dire qu'il était ouvert à la discussion! La mobilisation, qui a duré toute la matinée, a commencé et s'est terminée dans le calme, mais les agentEs restent déterminés et continueront de se faire entendre!

CorrespondantEs

SANTÉ Mobilisation pour l'hôpital de Voiron

En Isère aussi, le CHUGA (Centre hospitalier universitaire Grenoble Alpes) est en difficulté.

Le 21 novembre 2024 au soir, la garde de nuit n'a pas commencé. Or, à Voiron, 26 patientEs attendent encore d'être hospitalisés aux urgences, 12 à l'unité d'hospitalisation de courte durée, 14 sont dans les couloirs et 20 attendent des transferts. Après 20 heures, il n'y aura plus d'admission puisque les urgences sont fermées 5 nuits par semaine. Et aux urgences de l'hôpital Nord à Grenoble, il y a en moyenne 100 patientEs, souvent plus de 130 pour une capacité de 55, les services d'hospitalisation sont déjà débordés. À la suite du décret réformant les études des internes (examen plus dur et passage de 3 à 4 ans d'internat), le personnel soignant tente de réorganiser les gardes après leurs départs début novembre, au nombre de 1510 en France, dont 6 à Voiron.

Des solutions, il y en a...

Face à cette situation, les hospitalierEs demandent la réouverture d'une unité de 30 lits et d'un bloc opératoire pour les urgences chirurgicales, restés inutilisés



FO

depuis l'ouverture du nouvel hôpital de Voiron en septembre 2021. Ils proposent des renforts aux soins intensifs, au laboratoire de biologie médicale très sollicité par les urgences et de sécuriser les contrats de leurs collègues Padhue (Praticiens diplômés hors Union européenne), qu'on surexploite dans les services.

Mais la direction refuse d'embaucher pour des raisons strictement budgétaires. Elle ose ne pas renouveler certains contrats médicaux et non médicaux au service brancardier, aux archives, à la pharmacie, etc. En réponse au refus, le Syndicat national des médecins hospitaliers FO, l'USPSY (Union syndicale de la psychiatrie) et l'AMUF (Association des médecins urgentistes de France) ont appelé la population à l'aide lors d'une opération «village de tentes chez la

directrice à partir du 10 décembre, reconductible les 11, 12... jusqu'à satisfaction des revendications». Le Collectif Santé voironnais, créé à l'initiative du NPA Isère était présent pour représenter les usagerEs inquietEs de la dégradation du système de santé public et en particulier du fonctionnement de l'hôpital de Voiron.

La CGT du CHU a travaillé à l'élaboration des revendications communes aux personnels médicaux et non médicaux, était présente à la conférence de presse du 9 décembre et soutenait l'action.

À voir sur le site



Désarmer
Bolloré: une AG
festival à Paris



Occupation
de la Gaîté
lyrique

AVIGNON Week-end de lutte féministe avant la fin du procès de Mazan

À Avignon, où la gauche et les organisations militantes prennent de l'ampleur depuis les dernières élections législatives, le procès des viols de Mazan a eu un retentissement particulièrement important, puisqu'il a lieu au tribunal judiciaire de la ville.

Depuis deux mois, de nombreuses personnes, journalistes et personnalités politiques viennent assister aux audiences du tribunal. Si de nombreuses féministes qui habitent aux alentours étaient présentes les jours d'audience pour soutenir Gisèle Pelicot, ce procès a eu une ampleur internationale, au vu de la gravité des faits reprochés. En effet, pendant deux mois, 51 hommes, dont le mari de Gisèle Pelicot, ont été jugés et entendus, mettant en lumière le caractère systémique du viol et de la culture du viol dans notre société patriarcale. La fin du procès arrivant ce jeudi, les organisations féministes de Vaucluse ont décidé d'organiser un grand rassemblement devant le tribunal « en soutien à Gisèle Pelicot et à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles ».

L'actualité des luttes féministes

Ce week-end de luttes a débuté vendredi 13 décembre au soir à la permanence du député Raphaël Arnault, où était organisée une discussion sur les enseignements du procès et l'actualité des luttes féministes, animée par sa suppléante Mathilde Millat. Cet événement a rassemblé 50 personnes et a donné lieu à des échanges sur les violences sexuelles en France, la culture du

viol, mais aussi la pornographie à travers une lecture matérialiste et les débats autour de la loi pour l'intégration de la notion de consentement dans la définition pénale du viol. Cela a permis de vraies confrontations de points de vue, à la fois sur les analyses, mais aussi sur les perspectives de la lutte féministe, qui a plus que jamais besoin de s'unir face à la montée de l'extrême droite.

Rassemblement unitaire

Le rassemblement appelé le lendemain a été une réelle réussite. De très nombreuses associations féministes et organisations étaient présentes : Nous Toutes, le Planning familial, le collectif Droit des femmes, le Pôle LBGT, La France insoumise, le NPA, Attac... Plus de 600 personnes se sont rassemblées autour de prises de parole, de slogans, de chants, d'ateliers d'écriture de lettres de soutien à Gisèle Pelicot, du théâtre, de la danse, etc. Une action banderole des militantes de la Jeune Garde antifasciste a été déployée sur les remparts pour rappeler que le viol n'a pas de nationalité et apporter leur soutien à toutes les victimes de VSS. Le rassemblement, réunissant notamment beaucoup de jeunes femmes, a permis de poser les bases d'une réelle résistance et riposte féministe face aux violences. Cela a



NPA-L'ANTICAPITALISTE



NPA-L'ANTICAPITALISTE

aussi été un moment de recueillement pour toutes les femmes pour qui ce procès a été le miroir des violences sexuelles qu'elles ont vécues.

La fin de ce lourd procès approche, avec le verdict qui est attendu le jeudi 19 décembre. Mais la résistance féministe s'accroît et compte bien s'organiser pour continuer le combat contre toutes les violences faites aux femmes, et mettre fin à ce système de domination et d'exploitation patriarcale.

LM

Vie du NPA l'Anticapitaliste

En bref

Alençon Soutien aux inculpés du béton! Dans l'Orne, quelques jours après la sortie de garde à vue des 9 inculpés, dont 5 Ormais, un comité de soutien aux militantEs qui seront jugés les 19 et 20 décembre à Évreux dans le cadre de l'affaire Lafarge, entreprise écocoïdale qui a participé au financement de Daesh, s'est constitué. Avant l'été, conférences de presse, articles dans les journaux, concert de soutien et réunion publique (avec la participation de représentantEs associatifs et politiques, dont notre porte-parole Christine Poupin) ont rythmé la vie du comité. Le samedi 14 décembre, à Chapelmele, un lieu associatif autogéré, une nouvelle soirée de soutien a été organisée, afin de récolter des fonds destinés aux besoins financiers des inculpés pour leur défense. 120 personnes au moins se sont retrouvées tout au long de la soirée qui s'est poursuivie jusque tard dans la nuit, avec concert éclectique

mélant musique classique, musique du monde, poésie, chanson française, musique actuelle et pop/rock.

Sur place une petite restauration et un bar ont permis la réussite totale de cette initiative. Et cerise sur le gâteau France 3 est venu couvrir l'événement.

À Alençon et à partir d'autres points du département, des départs collectifs sont mis en place afin d'être présent au procès dès 8 heures le 19 décembre pour la conférence de presse, à laquelle participera notre camarade Olivier Besancenot.

CorrespondantEs

Pour participer au soutien financier, une cagnotte a été mise en ligne: <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-soutien-aux-militantes-ecologistes-jugees-le-27-juin>

Aude Un nouveau comité à Carcassonne. Le NPA Aude (11) s'est réuni vendredi afin de se retrouver après la campagne des législatives, d'accueillir les nouveaux/nouvelles adhérentEs et de former le nouveau comité de Carcassonne.

Nous étions 17 dont 7 nouveaux membres du NPA. La discussion a démarré par un tour de table, une petite présentation de chacunE, histoire de faire connaissance et de savoir d'où on vient. C'était très sympa et nous avons découvert qu'un de nos plus anciens camarades (80 ans) avait rencontré Daniel Bensaïd à la fac et avait participé avec Alain Krivine aux actions de mai 68 avant de devenir prof de fac à son tour à Toulouse.

Nous avons des représentantEs actuellement investiEs dans les 3 comités NFP du département: Narbonne, Carcassonne et Limoux. Beaucoup d'entre nous sont aussi investiEs dans le syndicalisme, en particulier la FSU pour l'Éducation nationale. D'autres sont investies dans le féminisme avec les danses militantes des Rosies, contre la guerre de Palestine, ou engagées sur la question écologique à cause des problèmes liés à l'eau (dont la sécheresse) dans l'Aude et dans le NFP pour les municipales futures du côté de la Haute Vallée et peut-être aussi à Carcassonne.

Nous avons décidé de reprendre la vente à la criée du journal avec vente de crêpes à prix libre de temps en temps, et d'investir dans du matériel pour être autonomes lors de nos actions sur le terrain. Les prochaines actions se dérouleront d'ailleurs uniquement en extérieur. Nous devons garder l'élan créé par la venue de Philippe Poutou pour essayer de recruter de nouveaux adhérentEs. Pour résumer, ce fut une excellente soirée de rencontres et de retrouvailles, pleine d'échanges!

Correspondante

Saint-Denis Construire les luttes et le NFP. Le comité NPA de Saint-Denis a tenu une réunion publique samedi 14 décembre sur le thème des luttes politiques dans le contexte de crise du régime et de montée de l'extrême droite. Une apparition politique sur la ville nous semblait urgente pour discuter notamment d'un cadre unitaire de luttes politique au niveau local et national. La question du comité local du Nouveau Front populaire était posée. Depuis juin, des militantEs politiques, syndicaux, associatifs ou

des citoyenNEs intéresséEs par ce cadre politique s'investissent dans le NFP de Saint-Denis.

On constate que, comparativement à des comités NFP de communes voisines, le NFP de Saint-Denis n'est pas piloté par un des principaux partis de la coalition, ce qui ne polarise pas la discussion sur les élections municipales. Cependant le PCF et LFI font acte de présence au NFP local, mais organisent conjointement leur campagne municipale en dehors du NFP ce qui pose le problème du cadre politique commun.

La participation du NPA au NFP de Saint-Denis reste intacte mais la question du dépassement du simple regroupement des luttes locales doit faire l'objet des prochaines réunions afin de créer une vraie force politique unitaire sur la ville. Le comité NPA de Saint-Denis souhaite poursuivre les réunions publiques afin de rencontrer des participantEs dont l'intérêt se focalise sur des questions plus précises comme la lutte antifasciste et antiraciste, sujet d'une grande actualité politique.

Correspondant

SOUSCRIPTION

«Rouge»: une couleur qui annonce des réussites!

Deux projections du film «Rouge, une couleur qui annonce le journal» ont été organisées. De quoi continuer à mobiliser pour l'achat de notre local!

La projection à Montreuil, au cinéma Le Méliès, le 12 décembre a été un événement central avec la présence d'Olivier Besancenot, Edwy Plenel et plusieurs intervenantEs du film. Avec de telles têtes d'affiche, la salle a été complet avec 300 personnes. De nombreux ancienNEs étaient présentEs, mais aussi des jeunes que l'histoire du quotidien Rouge intéresse.

Plus modeste, à Vitry, le lendemain, une vingtaine de personnes, dont quelques anciens ayant participé à l'aventure de Rouge, quelques sympaths, jeunes et moins jeunes, ont débattu après avoir vu le film ensemble.

À Rennes, le comité NPA ne pouvait pas passer à côté d'une diffusion, son local se trouvant... dans un cinéma militant! Une cinquantaine de personnes ont participé à la projection le 10 décembre, l'occasion bien évidemment de populariser notre souscription mais aussi de discuter de l'importance de la presse pour les organisations politiques, la diffusion de Rouge à Rennes et en Bretagne dans les années 1970... Une soirée militante réussie, pour la souscription mais aussi riches de débats militants tant important dans la période politique. Les discussions ont souvent tourné autour du journal et de ce que cela signifiait d'en faire un quotidien à l'époque, quelques anecdotes racontées par quelques anciens et des questions plus actuelles, par exemple comment transposer ce genre d'expériences aujourd'hui.

Commission Souscription

POUR FAIRE UN DON, C'EST ICI:

<https://don.npa-anticapitaliste.org/>

Ou envoyer un chèque à l'ordre de AFANPA, à NPA, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Avec toujours la réduction fiscale de 66% du montant de votre don pour ceux qui paient des impôts!

Culture



ESSAI Charles Piaget: de LIP aux «milliers de collectifs», de Théo Roumier

Éditions Libertalia, 2024, 196 pages, 12 euros.

donc avant les nombreuses fermetures d'usines et les plans de licenciements, notamment. La gauche de Mitterrand n'a pas encore déçu et trahi, les luttes anticoloniales étaient d'actualité (indépendance de l'Algérie, guerre du Vietnam), il y avait aussi la lutte du Larzac... alors Théo nous raconte Charles, militant syndicaliste et politique, qui a même failli être candidat à la présidentielle de 1974, soutenu par Alain Krivine et la LCR! Avant que celui-ci ne devienne lui-même candidat.

Idées autogestionnaires

Charles milite à la CFDT et au PSU, deux structures qui vont mal évoluer, surtout il devient de plus en plus difficile de faire entendre les idées révolutionnaires, autogestionnaires, les idées de démocratie ouvrière et de lutte des classes. Charles luttera des années contre les idées réformistes qui s'imposent peu à peu. C'est très utile de revenir un peu en arrière, de voir comment les militantEs se dépatouillaient des difficultés de leur époque pas si lointaine, utile aussi pour

que cette expérience acquise et précieuse, celle des Piaget et de ses camarades, puisse être transmise aujourd'hui. Alors, à lire tout simplement!

Philippe Poutou

Librairie La Brèche

27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil
la-breche.com
 01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Bon c'est vrai, c'est quasiment de l'autopromotion: voici le livre d'un camarade qui paraît chez nos amiEs de Libertalia. Mais pourquoi s'en empêcherait-on? Il s'agit ici d'un hommage à un militant ouvrier, décédé récemment, après une longue vie de luttes diverses. Charles Piaget est surtout connu pour avoir mené avec ses camarades le combat des LIP en 1973-1974, une grève marquée par l'occupation de l'usine et la prise en main de la production des montres que les travailleurEs vendaient directement pour se rémunérer.

Mouvement ouvrier fort

Il faut préciser que ces années sont une autre époque que celle que nous connaissons aujourd'hui. Il y a eu 200 occupations d'usine entre 1974 et 1975. Ça parlait facilement autogestion et ça la pratiquait même parfois, et pas qu'en France, comme à l'UCL (université de Louvain) en Belgique avec les femmes de ménage (voir le super documentaire *Le Balai libéré*). C'est l'époque où le mouvement ouvrier était mieux organisé et plus fort. C'est un peu avant et après 1968, à la fin des trente glorieuses et avant ou au tout début de la crise économique,

ISRAËL En défense d'Haaretz, pour la liberté de presse et le droit à l'information

Le gouvernement Netanyahu tente de couler Haaretz, publié en anglais et en hébreu, qui s'est imposé comme le principal organe de presse israélien battant en brèche la propagande officielle.

À de rares exceptions près, les médias éclipsent activement les crimes commis dans toute la Palestine par l'armée, les colons, les milices (même s'ils peuvent s'opposer à Netanyahu sur des questions de politique intérieure ou des otages). Dans leur grande majorité, les juifs israéliens préfèrent encore, 14 mois après le traumatisme du 7 octobre, ne rien savoir, comme s'ils n'avaient pas accès à Internet!

Des voix dissonantes

Des points de vue divergents s'expriment dans Haaretz, y compris sur le sionisme. La revue en ligne +972 est plus «engagée». Cependant, le rédacteur en chef du quotidien, Aluf Benn, est devenu l'objet d'une campagne de haine, de discrédit. Netanyahu tente d'assécher ses

ressources publicitaires. À quoi Benn a répondu dans le Guardian du 26 novembre: cela «ne nous empêchera pas de rendre compte de la sinistre vérité sur les guerres d'Israël» et de «montrer les souffrances à Gaza et au Liban».

Non à la censure et aux menaces

Haaretz s'attaque au régime d'apartheid, soutient la lutte des PalestinienNEs (sans les assimiler au Hamas) à lutter pour leurs droits. Ses journalistes, comme Gideon Lévy, enquêtent en Cisjordanie avec l'aide de l'association B'Tselem. Nir Hasson rend compte d'une compilation monumentale mise en ligne par l'historien Lee Mordechai qui détaille les milliers de crimes de tous ordres commis à l'encontre des PalestinienNEs. Lire ce quotidien, c'est savoir.

À Gaza, les journalistes palestinienNEs ont été victimes d'assassinats ciblés. En Israël même, le droit à l'information se heurte toujours plus à la censure, aux menaces. L'espace d'expression démocratique ne cesse de se rétrécir. Dans ce contexte, de nombreuses voix internationales se mobilisent aujourd'hui en défense de Haaretz. Nous nous joignons bien évidemment à elles.

Pierre Rousset

MOYEN-ORIENT « Il y a maintenant un espace, avec ses contradictions et ses défis, pour que les SyrienNEs essaient de reconstruire une résistance populaire civile »

Entretien. Joseph Daher, docteur en science politique, enseignant à l'Université de Lausanne, en Suisse, chercheur et militant internationaliste.

En quoi la chute de Bachar al-Assad s'inscrit-elle dans la suite des printemps arabes ?

La chute de Bachar al-Assad s'inscrit dans la continuité des processus révolutionnaires débutés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011 car le régime despotique syrien a de nombreuses caractéristiques similaires aux autres États autoritaires régionaux, c'est-à-dire une absence de cadre démocratique et une économie politique néolibérale qui a mené à l'appauvrissement croissant des masses populaires, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes. Plus de 90% de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté, et les richesses de la Syrie étaient concentrées dans le palais présidentiel et les hommes d'affaires affiliés à Bachar al-Assad et sa famille.

Pour rappel, en Syrie, de larges segments de la population sont descendus dans la rue avec les mêmes exigences que celles soulevées par d'autres révoltes en 2011 : liberté, justice sociale et égalité. La grande majorité des organisations et forces sociales démocratiques qui ont été à l'origine du soulèvement populaire syrien en mars 2011 ont été réprimées de manière sanglante. Tout d'abord et en premier lieu par le régime syrien, mais aussi par diverses organisations armées intégristes islamiques. Il en va de même pour les institutions ou entités politiques alternatives locales mises en place par les manifestantEs, comme les comités de coordination et les conseils locaux, en fournissant des services à la population locale. Il existe néanmoins quelques groupes civils, bien que majoritairement liés à des organisations de types ONG à travers le territoire syrien, et particulièrement dans le Nord-Ouest syrien, mais de dynamiques différentes de celles du début du soulèvement. Dans ce cadre, il y a beaucoup de

En Syrie, de larges segments de la population sont descendus dans la rue avec les mêmes exigences que celles soulevées par d'autres révoltes en 2011

défis à relever pour l'avenir, mais au moins l'espoir est revenu. Après l'annonce historique de la chute de la dynastie Assad, qui



dirige la Syrie depuis 1970, nous avons vu des vidéos de manifestations populaires dans tout le pays, à Damas, Tartous, Homs, Hama, Alep, Qamichli, Souïeda, etc. de toutes les confessions religieuses et ethnies, détruisant des statues et des symboles de la famille Assad. Les slogans des débuts du soulèvement populaire ont été chantés à nouveau « la Syrie veut la liberté » et « le peuple syrien est un et uni ». Et bien sûr, il y a une grande joie pour la libération des prisonniers politiques, en particulier de la prison de Saidnaya, connue comme le « massacre humain » et qui pouvait contenir 10 000 à 20 000 prisonniers.

Quelle est ton appréciation de la nature des forces en présence ?

HTC (Hayat Tahrir al-Cham) est maintenant l'acteur dominant dans les régions d'Idlib et les principales villes — Alep, Hama, Homs et Damas et Deir ez-Zor. HTC a entamé une évolution politique relativement importante depuis sa rupture avec Al-Qaïda en 2016 et a démontré une grande capacité d'adaptation et de pragmatisme selon les conditions matérielles existantes pour maintenir son pouvoir et l'étendre. HTC a aussi clairement manifesté ces dernières années une volonté de se présenter comme une force rationnelle face aux puissances régionales et internationales afin de normaliser leur domination. Cela se poursuit aujourd'hui, avec un certain succès initial.

Néanmoins, HTC reste une organisation autoritaire, avec une idéologie intégriste islamique, et compte toujours des combattants étrangers dans ses rangs. Ces dernières années, de nombreuses manifestations populaires ont eu lieu à Idlib pour dénoncer son régime et ses violations des libertés politiques et des droits humains, notamment les assassinats et la torture d'opposants. HTC cherche maintenant à consolider son pouvoir sur les zones mentionnées plus haut et le pou-

HTC reste une organisation autoritaire, avec une idéologie intégriste islamique

voir central. Il a notamment nommé un Premier ministre issu du gouvernement de salut national. L'administration civile de HTC gère Idlib ces dernières années, avec un gouvernement d'orientation islamique conservateur, composé uniquement d'hommes issus ou proches de ses rangs. Le nouveau Premier ministre assurera ses fonctions en tout cas jusqu'au 1^{er} mars 2025 et dans l'attente du lancement du processus constitutionnel. HTC jouit d'une relative autonomie par rapport à la Turquie, contrairement à l'ANS (armée nationale syrienne), qui est contrôlée par Ankara et sert ses intérêts. Dans les campagnes militaires récentes, l'ANS sert une fois de plus principalement les objectifs turcs en ciblant les zones contrôlées par les FDS (Forces démocratiques syriennes) dirigées par les Kurdes et comptant d'importantes populations kurdes. L'ANS a, par exemple, capturé la ville de Tall Rifaat et la région de Chahba dans le nord d'Alep, ainsi que la ville de Manbij, auparavant sous la gouvernance des FDS, entraînant le déplacement forcé de plus de 150 000 civils et provoquant de nombreuses violations des droits de l'homme contre les Kurdes, notamment des assassinats et des enlèvements.

De leur côté, les FDS, malgré leurs ouvertures à HTC, sont sous la menace toujours plus importante de la Turquie, dont l'influence s'est accrue en Syrie à la suite de la chute du régime Assad. La Turquie a deux objectifs principaux. Tout d'abord, elle veut procéder au retour forcé en Syrie des réfugiés syrienNEs en Turquie. Deuxièmement, nier les aspirations kurdes à l'autonomie et, plus particulièrement, saper l'administration dirigée par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES), ce qui créerait un précédent pour l'autodétermination kurde en Turquie, une

menace pour le régime tel qu'il est actuellement constitué. Il y a aussi divers groupes d'opposition armés dans le sud de la Syrie, séparés de HTC et de l'ANS, et qui ont joué un rôle dans la capture de la capitale Damas avant la chute du régime, tandis que le contrôle par HTC des régions de la côte syrienne, notamment Lattaquié et Tartous, n'est pas total.

Quel avenir pour la Syrie ?

Tout dépendra de la capacité des groupes démocratiques et progressistes à s'organiser face aux menaces à la fois internes des organisations armées autoritaires comme HTC et l'ANS, et externes (Turquie, Israël, et monarchies du Golfe, puissances occidentales et autres). L'étirement des forces de HTC et de l'ANS est potentiellement un avantage pour s'organiser au niveau local. Seule l'auto-organisation des classes populaires luttant pour des revendications démocratiques et progressistes créera cet espace et ouvrira la voie à une véritable libération. Pour cela, il faudra surmonter de nombreux obstacles, de la fatigue de la guerre à la répression en passant par la pauvreté et la dislocation sociale. Pour faire avancer ces revendications, ce bloc démocratique progressiste devra construire et reconstruire des organisations populaires, des syndicats aux organisations féministes en passant par les organisations communautaires et des structures nationales pour les rassembler. Cela nécessitera une collaboration entre les acteurs démocratiques et progressistes de l'ensemble de la société. En outre, l'une des autres tâches essentielles consistera à s'attaquer à la principale division ethnique du pays, celle entre les Arabes et les Kurdes.

Il y a maintenant un espace, avec ses contradictions et ses défis, pour que les SyrienNEs essaient de reconstruire une résistance populaire civile à partir de la base et des structures alternatives de pouvoir. Et cela est déjà un grand espoir comparé au passé.

Propos recueillis par la rédaction

À voir sur le site



Liban: Israël ne veut pas la paix

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

🌐 lanticapitaliste.org
 📺 [NPA Lanticapitaliste](https://npa2009.org)
 📷 [Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
 📺 [Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
 📺 [Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
 📺 [Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
 📺 [Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, **L'Anticapitaliste** la revue

Le n°162 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



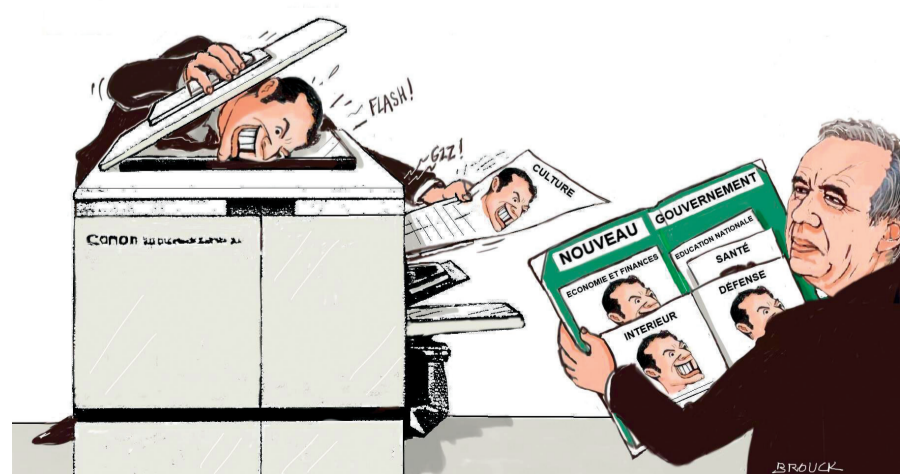
Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée illimitée).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org